

Département Budget Achats Gestion du
Patrimoine

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Accord-cadre relatif aux
prestations de nettoyage des
locaux de différents sites de la
CPAM de l'Isère – lots 1,2,3,4 et 5

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025_Nettoyage_AOO

Liste des annexes :










Annexe I	Livret de sécurité
----------	--------------------

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	5
2.	RAPPEL DU CONTEXTE DU MARCHE.....	5
3.	OBJET DU CONTRAT.....	5
3.1	<i>Objet du contrat</i>	5
3.2	<i>Pièces contractuelles</i>	5
3.3	<i>Intervenants</i>	6
3.4	<i>Représentation des parties</i>	6
4.	DECOMPOSITION DU MARCHE	6
4.1	<i>Allotissement</i>	6
4.2	<i>Découpage des prestations</i>	7
5.	FORME ET MONTANT DU MARCHE.....	10
5.1	<i>Nature de la prestation</i>	10
5.2	<i>Montant estimatif</i>	10
5.3	<i>Montant maximum</i>	10
6.	DURÉE DU MARCHE.....	10
7.	MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	11
8.	PRIX.....	11
8.1	<i>Forme et contenu des prix</i>	11
8.2	<i>Clause butoir</i>	11
8.3	<i>TVA</i>	12
8.4	<i>Révision des prix</i>	12
8.5	<i>Modalité de réalisation de chaque révision</i>	12
8.6	<i>Offres promotionnelles</i>	13
9.	CONDITIONS DE PAIEMENT	13
9.1	<i>Avance</i>	13
9.2	<i>Paiement des prestations</i>	13
9.3	<i>Présentation des demandes de paiement :</i>	13
9.4	<i>Délai de paiement</i>	14
9.5	<i>Répartition des paiements</i>	14
9.6	<i>Intérêts moratoires</i>	14
10.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	15
10.1	<i>Conditions de réalisation des prestations</i>	15
10.2	<i>Vérification des prestations</i>	15
11.	DEVELOPPEMENT DURABLE	17
11.1	<i>Clause environnementale</i>	17
11.2	<i>Clause sociale</i>	17
12.	AUTRES STIPULATIONS	18
12.1	<i>Modification du contrat</i>	18

12.2	Annulation exceptionnelle et temporaire des prestations	18
12.3	Clause de réexamen	18
12.3.1	Suppression des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM	18
12.3.2	Modification de la clause de révision de prix.....	19
12.3.3	Evènement particuliers (attentats, catastrophes naturelles ou industrielles, pandémies ou épidémies)	19
12.3.4	Modifications des modalités d'exécution des prestations.....	19
12.3	Dématérialisation du suivi	19
12.4	Transfert du marché	19
12.5	Modification du statut du titulaire	20
13	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	20
13.1	Obligations courantes du titulaire.....	20
13.2	Obligations liées à la sécurité.....	23
14	OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR	24
15	PENALITES.....	24
15.1	Pénalités relatives aux prestations.....	24
15.2	Cumul des pénalités.....	26
15.3	Autres stipulations.....	26
16	LITIGES ET DIFFERENDS	27
16.1	Règlement des différends	27
16.2	Tribunal compétent	27
17	FIN DU CONTRAT	27
17.1	Résiliation	27
17.2	Décompte de résiliation.....	27
17.3	Garantie.....	28
17.4	Régime de la garantie	28

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de nettoyage des locaux des différents sites de la CPAM de l'Isère.
	Acheteur	CPAM de l'Isère
	Type de contrat	Accord cadre mixte
	Structure	5 lots
	Lieu d'exécution	38-Isère
	Délai	12 mois reconductible 3 fois
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Révisable
	Nature des prix	Prix mixtes forfaitaires et unitaires

1. DÉFINITIONS

<input type="checkbox"/> Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Articles L2124-2, R2124-2 ainsi que les articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
<input type="checkbox"/> Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
<input type="checkbox"/> Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<input type="checkbox"/> Prestations	Les prestations sont l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

2. RAPPEL DU CONTEXTE DU MARCHÉ

Les éléments de contexte sont définis à l'article 1 du CCTP.

3. OBJET DU CONTRAT

3.1 Objet du contrat

Le présent marché est relatif aux prestations de nettoyage des locaux des différents sites de la CPAM de l'Isère.

Codes CPV :

90910000-9	Services de nettoyage
90911000-6	Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres

3.2 Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des lots 1, 2, 3, 4 et 5 et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- le livret de Sécurité du Prestataire ;
- l'offre technique du titulaire ;
- tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, etc...) ;

- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise. Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

3.3 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de :

L'Assurance Maladie de l'Isère
38045 GRENOBLE

3.4 Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire transmet dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4. DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Allotissement

La consultation est décomposée en lots géographiques, et en fonction des lieux d'exécution des prestations. Les lots sont les suivants :

N° de Lot	Objet
1	Prestations de nettoyage du siège social de Grenoble et du service médical de Grenoble
2	Prestations de nettoyage pour l'agence de Rives
3	Prestations de nettoyage pour les agences de Bourgoin Jallieu et La Tour du Pin
4	Prestations de nettoyage pour l'agence de Vienne et le Centre d'Examen de Santé de Vienne
5	Prestations de nettoyage pour les agences de Villefontaine et Roussillon

Les prestations des différents lots comportent une partie forfaitaire les prestations de nettoyage qui sont récurrentes et programmées chaque année (réglée au moyen de la DPGF) et une partie à bons de commande pour les prestations de nettoyage ponctuelles selon la survenance du besoin (réglée au moyen du BPU).

4.2 Découpage des prestations

Les lots sont décomposés de la manière suivante :

LOT 1 : Prestations de nettoyage du Siège Sociale et du Service médical de Grenoble	
Prestation 1	Prestations programmées de nettoyage
<i>Sous-prestation 1.1</i>	Coordination et pilotage du marché
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil
<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.6</i>	Nettoyage des salles de réunion
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.9</i>	Nettoyage de la vitrerie
Prestation 2	Prestations ponctuelles de nettoyage

LOT 2 : Prestations de nettoyage pour l'agence de Rives	
Prestation 1	Prestations programmées de nettoyage
<i>Sous-prestation 1.1</i>	Coordination et pilotage du marché
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil
<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.6</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage de la vitrerie
Prestation 2	Prestations ponctuelles de nettoyage

--	--

LOT 3 : Prestations de nettoyage pour les agences de Bourgoin Jallieu et de la Tour du Pin	
Prestation 1	Prestations programmées de nettoyage
<i>Sous-prestation 1.1</i>	Coordination et pilotage du marché
BOURGOIN JALLIEU	
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil
<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.6</i>	Nettoyage des salles de réunion
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.9</i>	Nettoyage de la vitrerie
LA TOUR DU PIN	
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil
<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.6</i>	Nettoyage des salles de réunion
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.9</i>	Nettoyage de la vitrerie
Prestation 2	Prestations ponctuelles de nettoyage

LOT 4 : Prestations de nettoyage pour l'agence de Vienne et le Centre d'Examen de Santé de Vienne	
Prestation 1	Prestations programmées de nettoyage
<i>Sous-prestation 1.1</i>	Coordination et pilotage du marché
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil

<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.6</i>	Nettoyage des salles de réunion
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.9</i>	Nettoyage de la vitrerie
Prestation 2	Prestations ponctuelles de nettoyage

LOT 5 : Prestations de nettoyage pour les agences de Villefontaine et Roussillon	
Prestation 1	Prestations programmées de nettoyage
<i>Sous-prestation 1.1</i>	Coordination et pilotage du marché
VILLEFONTAINE	
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil
<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.9</i>	Nettoyage de la vitrerie
ROUSSILLON	
<i>Sous-prestation 1.2</i>	Nettoyage de l'accueil
<i>Sous-prestation 1.3</i>	Nettoyage des zones de bureaux
<i>Sous-prestation 1.4</i>	Nettoyage des sanitaires
<i>Sous-prestation 1.5</i>	Nettoyage du réfectoire et des salles de convivialité
<i>Sous-prestation 1.7</i>	Nettoyage des parties communes (circulations, escaliers, ascenseurs, couloirs)
<i>Sous-prestation 1.8</i>	Nettoyage des locaux techniques, sous-sol, archives et abords
<i>Sous-prestation 1.9</i>	Nettoyage de la vitrerie
Prestation 2	Prestations ponctuelles de nettoyage

5. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

5.1 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

5.2 Montant estimatif

Les montants estimatifs sur la durée totale du marché sont les suivants :

N° de lot	Montant estimatif (en € TTC)
LOT 1	1 626 713,09 €
LOT 2	77 438,98 €
LOT 3	206 270,26 €
LOT 4	432 196,68 €
LOT 5	144 403,20 €

5.3 Montant maximum

Il s'agit d'un accord-cadre conclu sans montant minimum est avec les montants maximums par lot suivants :

N° de lot	Montant maximum (en € TTC)
LOT 1	2 440 069,63 €
LOT 2	116 158,46 €
LOT 3	309 405,38 €
LOT 4	648 295,02 €
LOT 5	216 604,80 €

6. DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché débute à sa date de notification pour une période d'un an pour chaque lot.

Chaque lot pourra être reconduit 3 fois à l'issue du premier terme pour des durées identiques, soit une durée maximale de quatre (4) ans.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que la durée totale des prestations commandées puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de l'accord-cadre.

Il peut être dénoncé par le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandée avec Accusé Réception, à chaque échéance annuelle avec un préavis de 3 mois.

Le défaut de renouvellement pour quelques causes que ce soit, ne pourra entraîner le paiement d'aucune indemnité.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du

7. MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

La prestation 1 est forfaitaire et s'exécute dès la notification du marché sans qu'il soit besoin d'établir un bon de commande. La partie forfaitaire correspond aux prestations de nettoyage programmées décrites dans l'article 4.1 du CCTP, dont le prix est fixé par la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

La société pourra présenter sa facture le 15 du mois à terme échu. Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces paiements partiels définitifs.

La prestation 2 est unitaire et s'exécute après l'émission de bons de commande dont le détail du prix est fixé par le bordereau de prix unitaires (BPU). Le bon de commande établi émane de la CPAM de l'Isère et est signé par un représentant dûment habilité. Il est envoyé au titulaire par courriel.

Les commandes de cette prestation font l'objet de paiements par la CPAM de l'Isère, sur émission d'une facture correspondant au bon de commande et après constatation du service fait.

Chaque bon de commande comportera :

- un numéro de bon de commande et la date d'émission,
- la référence au présent marché,
- le détail des prestations commandées, conformément aux pièces du marché,
- le prix total TTC estimatif des prestations commandées,
- le lieu et l'horaire de la prestation, et le cas échéant l'heure à laquelle la mise en place devra être effectuée,
- la qualité du signataire de la commande.

8. PRIX

8.1 Forme et contenu des prix

Les prix du présent marché sont détaillés dans l'annexe financière de l'Acte d'Engagement.

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires/unitaires de la manière suivante :

- Les prix appliqués à la prestation 1 sont des prix forfaitaires ;
- Les prix appliqués à la prestation 2 sont des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage et à l'assurance, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

8.2 Clause butoir

Il est expressément convenu et accepté par le titulaire du marché que :

-L'ajustement des prix unitaires initiaux est plafonné à 5 % par année.

Dans le cas où l'ajustement devrait être supérieur, le marché resterait régulièrement exécutable par le titulaire avec l'application maximale de ce taux plafond de révision afin d'éviter toute rupture de service pour le pouvoir adjudicateur.

8.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

8.4 Révision des prix

L'accord-cadre est principalement à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaires. Les deux types de prix sont révisibles, selon la même formule.

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisibles chaque année à la date d'anniversaire de début d'exécution.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$P = P_o [0.15 + 0.85 (I_m/I_o)]$

P = prix révisé

P_o = prix initial fixé dans l'offre du titulaire

I_o = valeur de l'indice INSEE Identifiant 010546132 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - **CPF 81.2 - Services de nettoyage** - Prix de marché - Base 2015 - Données trimestrielles brutes) du mois de la date limite de réception des offres

I_m = valeur de l'indice INSEE Identifiant 010546132 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - **CPF 81.2 - Services de nettoyage** - Prix de marché - Base 2015 - Données trimestrielles brutes) connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification

Le prix ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

8.5 Modalité de réalisation de chaque révision

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire qui notifie à l'acheteur les nouveaux prix appliqués ainsi que la valeur des indices et coefficients et leur date pour effectuer son calcul.

En cas d'erreur, l'administration a la possibilité de corriger ces valeurs ainsi que ces indices.

En cas de disparition de l'indice de prix, celui-ci peut être remplacé par un autre indice de prix par voie d'avenant.

8.6 Offres promotionnelles

Le titulaire du présent marché public s'engage à informer et à faire bénéficier des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période contractuelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

9. CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1 Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 15%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

9.2 Paiement des prestations

Les prestations du marché sont réglées par application des prix indiqués dans l'annexe financière et révisables à l'échéance prévue par le contrat.

Pour le règlement des prestations, le paiement s'effectue sur facture :

- **pour la prestation 1** mensuellement, à terme échu et au prorata si le mois est incomplet (et dans le cas éventuellement de l'article 12.2) ;
- **pour la prestation 2** au prononcé de leur réception par l'acheteur.

9.3 Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme dématérialisée : chorus-pro.gouv.fr

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 3° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 4° Le code d'identification du service en charge du paiement (Cf. tableau ci-dessous) ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

8° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

9° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. (Cf. données ci-dessous).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Assurance Maladie de l'Isère:
515 393 262 00016

2/ Le code service

FACTURES_PUBLIQUES

Pour les entités extérieures, les conventions tripartites précisent les modalités de facturation.

9.4 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours **à réception d'une facture conforme**, selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique.

En cas de dépassement du délai de paiement et faute de signalement de la part de le pouvoir adjudicateur, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

9.5 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

9.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique¹⁸³ du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

10. RÉALISATION DES PRESTATIONS

10.1 Conditions de réalisation des prestations

Se référer au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP commun aux 5 lots) pour les conditions d'exécution et clauses techniques du contrat.

10.2 Vérification des prestations

○ **Modalités générales**

Les opérations de vérification ont pour but de constater la bonne exécution des prestations réalisées par le titulaire. Elles doivent être entièrement réalisées et conformes aux obligations du titulaire. Elles peuvent se dérouler ou non en présence du titulaire selon accord entre les parties.

Lorsqu'une quantité est associée à la réalisation d'une des prestations, la vérification doit s'assurer de cette quantité au regard de la prestation commandée. A l'inverse, si aucune quantité n'est prévue, il s'agit de s'assurer que la prestation a bien été réalisée en mettant en œuvre les moyens nécessaires qui répondent aux prescriptions techniques et administratives des pièces du marché.

○ **Réalisation des opérations de vérification**

Par dérogation à l'article 27 du CCAG FCS, les modalités de vérifications sont définies à l'article 10.2 du CCTP.

A l'issue des opérations de vérification, la CPAM de l'Isère prendra sa décision dans les conditions prévues au CCTP et au CCAP par dérogation à l'article 29 du CCAG FCS.

Dans le cadre des contrôles effectués, décrits dans le CCTP, et par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS :

- **D'admission** : La prestation est réputée admise si le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la décision d'admission.
- **D'ajournement** : Tant que l'admission, la réfection ou le rejet n'est pas prononcé, l'ajournement de la prestation s'applique.

- **De réfaction** : Lorsque la CPAM de l'Isère estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, ils peuvent les admettre avec réfaction de prix, selon les indications détaillées ci-après. Le titulaire sera informé par courriel de cette décision qui devra être motivée, elle ne lui sera ensuite notifiée qu'après présentation de ses observations :

➤ **Réfections pour défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés :**

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le pouvoir adjudicateur donne lieu à une réfaction forfaitaire de 100 € HT (cents euros hors taxe) par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations ou équipements.

➤ **Réfections pour défaut de qualité des prestations :**

Durant une période de 30 jours à compter de la date de notification, délai nécessaire à la mise au point des défauts admissibles par site, aucune réfaction n'est appliquée.

Au terme de ce délai, il est mis en place un système sanctionnant les défaillances en matière de qualité. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à des contrôles (article 10.2 du CCTP).

Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées (fiche qualité), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer de plein droit sur la facture correspondante, les réfections forfaitaires suivantes :

Niveau de réfaction	Taux de qualité par site	Montant de la réfaction (€ HT)
1	1 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	15% du montant mensuel en € HT du lot contrôlé
2	2 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	20% du montant mensuel en € HT du lot contrôlé

Le nombre de contrôles n'est pas limité : il est laissé à la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur

- **de rejet** : A partir de 4 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois consécutifs pour un bâtiment, il y a rejet de l'ensemble des prestations pour ce bâtiment. Par dérogation à l'article 30.4.2 du CCAG FCS, le prestataire n'est pas tenu d'exécuter à nouveau les prestations. En revanche le montant de la prestation pour le mois en question ne sera pas payée. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. Le titulaire en est informé par courriel ou par courrier.

○ **Niveau d'obligation prévu au contrat**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

11. DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 Clause environnementale

La CPAM de l'Isère souhaite dans le choix de ses partenaires, porter les valeurs de l'Institution de Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable. Ainsi, la qualité environnementale de l'offre constituera également l'un des critères de sélection du prestataire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Par ailleurs, la CPAM de l'Isère procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans le Cadre de Réponse Technique (CRT). En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application de l'article 15 relatif aux pénalités du présent document.

Il est nécessaire pour le titulaire de pouvoir justifier de ces actions durant toute la durée du marché.

11.2 Clause sociale

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion professionnelle, en faveur de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès ou de retour à l'emploi.

Les personnes concernées par cette action sont :

- les bénéficiaires des minima sociaux (RMI, ASS, API),
- les demandeurs d'emploi de longue durée (soit au chômage depuis douze mois ou plus),
- les personnes ayant une reconnaissance de travailleur handicapé,
- les jeunes de moins de 26 ans, sans qualification.

Pour l'exécution du présent marché, et selon les modalités définies ci-dessous, il sera obligatoirement confié 5% des heures totales de travail (dites « heures d'insertion professionnelle ») aux personnes éligibles.

Les salariés bénéficiaires seront obligatoirement affectés à des postes liés, directement ou indirectement, aux prestations pour lesquels le marché est passé. Le titulaire est tenu de justifier, par tout moyen, du lien entre les bénéficiaires embauchés et l'objet du marché.

○ **Modalités de réalisation**

L'engagement d'insertion peut être réalisé en ayant recours aux différentes options ci-dessous :

*** Option 1 : Embauche directe dans l'entreprise, via les contrats suivants :**

- CDD ou CDI de droit commun (signés postérieurement à la date de notification du marché)
- Contrat d'Insertion Revenu Minimum d'Activité (CIRMA en cours)
- Contrat en alternance (contrat de professionnalisation ou d'apprentissage, en cours)

*** Option 2 : Recours à la co- ou sous-traitance d'une partie des travaux à une entreprise d'insertion**

*** Option 3 : Mutualisation des heures d'insertion :**

- Recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- Recours à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Le titulaire du marché précisera dans son offre, ou à défaut dans un délai de 90 jours à compter de la notification du marché) :

- l'option choisie,
- les postes confiés aux personnes éligibles, ou les missions sous-traitées à une entreprise d'insertion,
- le cas échéant, les noms et coordonnées des structures d'insertion prestataires,
- les modalités d'intégration prévues (formation, tutorat...)

- **Le contrôle de l'action d'insertion professionnelle**

A la demande de l'acheteur, le titulaire produira tous les renseignements et justificatifs nécessaires, notamment : contrats de travail, factures des structures d'insertion etc...

Le non-respect des obligations d'insertion et le refus caractérisé de transmission des renseignements entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 15 relatif aux pénalités.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

12 AUTRES STIPULATIONS

12.1 Modification du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives, le cas échéant elles interviendront dans le cadre de la réglementation, après accord des parties et contractualisation intervenue par avenant. Ainsi, en fonction des circonstances (travaux longues durée, locations...), l'acheteur peut procéder à des modifications de la prestation à réaliser. En cas de modification, la CPAM sera tenue d'avertir au préalable le titulaire du présent marché par écrit. L'ensemble des modifications donnera lieu à la passation d'un avenant au marché. La facturation sera établie selon les variations.

12.2 Annulation exceptionnelle et temporaire des prestations

Concernant la prestation 1 qui s'exécute automatiquement sans bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut, occasionnellement, annuler une prestation (dans le cas de la fermeture d'un site de manière exceptionnelle sur un ou plusieurs jours par exemple). Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur prévient le titulaire au moins 7 jours ouvrés avant la réalisation de ladite prestation par tout moyen.

Dans ce cas, le titulaire n'assurera pas la prestation 1 forfaitaire à la date ou aux dates indiquées et le montant dû initialement sera réduit au prorata du nombre de jours sans prestation en fonction du lot concerné, et ce sans qu'il soit nécessaire de réaliser un avenant.

12.3 Clause de réexamen

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

12.3.1 Suppression des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM

Le pouvoir adjudicateur peut être contraint à fermer (fermeture définitive) un ou plusieurs des sites compris dans l'accord-cadre. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) seront donc supprimées.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de 60 jours calendaires avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- Supprimant les prestations concernant ces bâtiments dans le CCTP ;
- Diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations de nettoyage programmées pour ces bâtiments au prorata des prestations réalisées pour l'année en cours.

La décision de suppression du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire par un ordre de service.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Lorsque la fermeture d'un bâtiment est suivie d'une relocalisation, il sera demandé au Titulaire de faire une proposition de prix pour le nouveau bâtiment sur la base des prix contenus dans les annexes financières du marché (DPGF et BPU). Cette modification sera actée par voie d'avenant. Et ce, à condition que le nouveau site comporte des équipements, objets du présent marché et devant être maintenus.

12.3.2 Modification de la clause de révision de prix.

En cas de survenance d'un ou plusieurs événements qui altèreraient, en cours d'exécution, l'équilibre financier du marché, une modification de la clause de révisions de prix (fréquence, formule) pourra intervenir. Cette modification ne saurait avoir d'autres effets que de tenter, au plus juste, de rétablir l'équilibre initial de l'engagement contractuel.

12.3.3 Evènement particuliers (attentats, catastrophes naturelles ou industrielles, pandémies ou épidémies)

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être demandé au titulaire l'application de **mesures transitoires ou la suspension du marché**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

12.3.4 Modifications des modalités d'exécution des prestations

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une clause de réexamen dans le cas d'une modification des prestations pour les cas suivants :

- Evolution des surfaces à entretenir d'un site (dans une limite raisonnable) ;
- Evolution des jours/horaires de nettoyage ;
- Evolution du type de revêtement de sol ou de nature du local.

Ces modifications feront l'objet d'un acte modificatif rédigé par l'organisme et notifié au titulaire dans un délai raisonnable qui tiendra compte de l'objet de la modification.

12.3 Dématérialisation du suivi

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

12.4 Transfert du marché

Le titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse de l'acheteur. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire et sans indemnité.

12.5 Modification du statut du titulaire

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, l'acheteur a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire doit proposer à l'acheteur un avenant entérinant le changement de titulaire tout en continuant de réaliser les prestations du marché jusqu'à son terme normal.

13 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1 Obligations courantes du titulaire

○ Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les risques suivants seront couverts :

- Dommages corporels : garantie illimitée
- Dommages matériels et immatériels
- Risques en matière de toxi-infections alimentaires collectives (TIAC)

En cas de toxi-infection ou de rupture de la chaîne du froid dont le titulaire serait responsable, il lui appartiendra de prendre en charge les conséquences auprès des convives.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

○ Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

○ **Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

○ **Déontologie**

Le personnel du titulaire intervenant dans le cadre des différentes prestations du marché doit respecter :

- la confidentialité telle que décrite ci-dessus ;
- la probité ;
- l'intégrité ;
- la neutralité.

○ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action

afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte au titre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

○ **Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire. L'organisme peut être amenée à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation. Le personnel du titulaire est soumis au règlement intérieur de l'organisme où il intervient, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par celui-ci.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'organisme.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature survenus à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux de l'organisme où il intervient.

○ **Visites médicales d'embauche**

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

○ **Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

○ **Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

13.2 Obligations liées à la sécurité

○ **Confidentialité**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire ainsi que son personnel seront amenés à intervenir dans les locaux de la CPAM de l'Isère. A ce titre, le titulaire et son personnel pourraient, dans le cadre de l'exécution de leur prestation, être amenés à prendre connaissance de manière fortuite de données à caractère confidentiel et ce, par quelque manière que ce soit.

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception,

développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
. Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
. Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

. La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
. Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
. Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

○ Sécurité

Le prestataire se soumet aux modalités d'accès de la CPAM de l'Isère. En outre, tout intervenant devra justifier de son appartenance à la société pour le compte de laquelle il intervient.

14 OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Pour que le titulaire puisse réaliser les prestations telles que décrites dans le présent marché, l'Organisme s'engage à :

- Payer le prix après vérification ;
- Assurer au titulaire toutes les facilités pour permettre l'exécution des prestations et notamment l'accès aux différents sites (prise de contact préalable à toute venue sur site de la part du titulaire faute de refus d'accès et cela n'occasionnera aucune indemnité pour l'Organisme – contexte Vigipirate) ;
- Mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité décrites précédemment ;
- Prévenir ou faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts.

15 PENALITES

15.1 Pénalités relatives aux prestations

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont

l'exécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

➤ **Pénalités spécifiques :**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire dans les situations suivantes :

MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Non-respect des délais fixés pour la visite préalable (réunion de lancement) et la mise en place des prestations	50 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur
Non production du planning prévisionnel d'exécution ou de la liste nominative du personnel dans les délais fixés au CCTP	50 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai
Non-respect des prescriptions du plan de prévention et des consignes relatives à la protection des installations	100 € HT par infraction constatée.
Manquement aux obligations d'entretien et/ou de propreté du site et du matériel (pour le siège, à partir de manquement réalisé pour un étage au moins, pour le reste, par site en entier)	300€ HT suite au résultat d'un premier contrôle réalisé (quel qu'il soit) et en sus des réfections de l'article 10.2, puis la pénalité sera plus chère de 10% en cas de 2 manquements successifs.
Plan d'action (article 10.3 du CCTP)	<ul style="list-style-type: none"> - 100€ HT par jour de retard en l'absence de transmission du plan dans les délais ; - 150€ HT par jour de retard en l'absence de mise en œuvre du plan d'action.
Absence du port de la tenue de travail et de tout équipement indispensable (badge compris)	50€ HT par infraction constatée
Non remplacement des personnels ne donnant pas satisfaction	200 € HT par semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur.
Non-respect de la clause environnementale	50€ HT par infraction constatée
Non-respect de la clause d'insertion sociale	50€ HT par semaine de retard à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure et en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action à la réalisation des heures d'insertion sociale du titulaire et du lot concerné
Absence non justifiée à une réunion planifiée (programmée ou à la demande du pouvoir adjudicateur) ou à un contrôle contradictoire de la qualité	100 € HT par absence

Non-respect des dispositions de l'article 9.1 du CCTP relatif à l'utilisation de produits, consommables et matériels de qualité écologique	150 € HT par infraction constatée
Non-respect des consignes liées à la sécurité d'un bâtiment	300 € HT par constat
Non-respect du nombre d'heures de présence des agents de maîtrise et/ou d'un membre de l'encadrement fixé pour chaque site	150 € HT par constat
Non-respect des fréquences de passage fixées	300 € HT par constat
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel ou Utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux ou susceptible de provoquer des dégradations	150 € HT par constat
Non remise de l'attestation d'assurance	150 € HT par jour de retard
Introduction d'un tiers non autorisé	250 € HT par constat
Absence de réapprovisionnement des consommables sanitaires (fournis par la CPAM)	150 € HT par constat
Non remise des badges et des clés dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur	200 € HT par jour de retard
Non transmission des éléments relatifs aux attestations de formation par le titulaire	150 € HT par semaine de retard

Les jours de retard s'entendent en jour calendaires. Le jour où l'on constate que la prestation demandée a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard

15.2 Cumul des pénalités

Le montant total des pénalités en cas d'inexécution d'une prestation est plafonné à 30% du montant forfaitaire mensuel à payer.

15.3 Autres stipulations

○ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

- **Pénalités- observations préalables à l'application**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont applicables sans observations préalables, ni mise en demeure du titulaire.

- **Pénalités - plafonnement des montants**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du contrat ou du bon de commande.

- **Pénalités - seuil d'exonération**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

16 LITIGES ET DIFFERENDS

16.1 Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

16.2 Tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

L'instance chargée des procédures de recours pour les questions relatives aux modalités de passation et d'exécution du présent accord-cadre est la suivante :

Tribunal administratif de Grenoble
2 Place de Verdun
38022 GRENOBLE Cedex

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

17 FIN DU CONTRAT

17.1 Résiliation

Le présent marché peut être résilié, au sens de l'article 38 du CCAG-FCS selon les cas définis aux articles 39 à 42 de ce dernier.

17.2 Décompte de résiliation

Selon l'article 43 du CCAG-FCS, la résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire.

17.3 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

17.4 Régime de la garantie

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Toutes les dispositions dérogeant au CCAG FCS sont signifiées dans les clauses par l'indication « par dérogation au CCAG FCS », suivie des précisions de fonctionnement spécifiques au présent contrat.

Pour le cas où cette mention ne serait pas spécifiée, les pièces priment selon leur ordre de priorité prévue à l'article 2.2 du présent document (au sein duquel les pièces particulières priment sur les pièces générales).

L'absence de précisions contractuelles particulières conduit à se référer aux pièces générales pour déterminer l'approche.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)